Dénonçant de 'multiples défaillances et défauts d'efficacité', le maire de Perpignan Louis Aliot coupe les financements de l'Office public de la langue catalane, l'opposition s'insurge

Louis Aliot souhaite créer un Institut du Roussillon, de Majorque et de la Catalanité. / MAXPPP - Frederic Vennarecci

Ajouter aux sources préférées sur Google

Politique, Occitanie, Patrimoine

Publié le 13/08/2026 à 08:31
Article rédigé par Hugo Raynaud
Journaliste
La Dépêche du Midi

Écouter cet article

00:00 / 03:59
Powered by myatom X

L'essentiel

La mairie de Perpignan ne financera plus l'Office public de la langue catalane. Louis Aliot justifie ce choix par un manque d'efficacité et souhaite créer son propre institut consacré à la catalanité. Une nouvelle décision qui fait vivement réagir l'opposition locale et les défenseurs du catalan.

C'est une rupture assumée. Le maire de Perpignan, Louis Aliot (RN), a décidé de retirer le financement de sa ville pour l'Office public de la langue catalane (OPLC). L'édile du Rassemblement national a entériné sa décision lors d'un conseil municipal sous haute tension le 6 août. Une décision qui va permettre à la commune d'économiser 25 000 euros par an "dans une période qui commande d'adopter la plus grande rigueur dans l'octroi et le suivi des soutiens d'argent public", explique la municipalité à *La Dépêche*.

La ville justifie principalement son choix par "les multiples défaillances et défauts d'efficacité constatés du côté des actions menées par cette structure", critiquant "un budget très largement centré sur des dépenses de fonctionnement (entre 350 000 et 550 000 € de crédit), et par conséquent trop peu orienté sur la réalisation d'actions concrètes de promotion dont l'opportunité semble par ailleurs perfectible".

À lire aussi : "Il faudrait que cet alcool ne soit pas commercialisable" : une adjointe du maire RN Louis Aliot condamnée pour violences et conduite sous alcool

La municipalité cite par exemple "une nouvelle enquête linguistique pour la somme de 50 000 €, alors même que des études de ce type ont déjà été réalisées lors des trois précédents exercices", ou encore la décision de l'OPLC de "systématiquement laisser lettre morte les sollicitations adressées par la Ville afin de l'inviter à participer à nos événements de promotion de la culture et de la langue catalane". La mairie veut à présent créer son propre organe pour le catalan avec la création de son Institut du Roussillon, de Majorque et de la Catalanité.

Les soutiens de l'OPLC montent au créneau

Des critiques que n'accepte pas Eliane Jaryck, conseillère régionale d'Occitanie et déléguée à la Catalanité pour l'OPLC. Dans les colonnes de *L'Indépendant*, elle défend les réalisations de cet office public ces dernières années en rappelant que l'étude a pour but "de dresser un bilan affiné du nombre de personnes qui parlent catalan, le pratiquent, le comprennent, car les dernières données à disposition datent de dix ou quinze ans". "Vu leur investissement humain (de la mairie, ndlr), cela ne changera pas grand-chose. Je ne me fais aucun souci, nous continuerons d'œuvrer pour la catalanité", assure-t-elle.

Un choix qui a aussi fait bondir l'opposition locale. "Vous dites que vous allez faire des économies, mais vous n'en ferez pas, puisque vous allez utiliser ces 25 000 euros pour financer l'institut de réécriture de l'histoire locale que sera l'Institut du Roussillon", a affirmé Frédéric Monteil (PS) lors du conseil municipal, note le journal local. "Les représentants de la Ville n'ont plus siégé à l'Office public de la langue catalane depuis 2022. Cet engagement fantôme limite considérablement une véritable connaissance du travail réalisé et rend la critique peu convaincante", a souligné pour sa part Françoise Fiter (PCF).

À lire aussi : VIDÉO. En plein conseil municipal à Perpignan, une élue de l'opposition réalise un salut nazi... elle affirme avoir agi par "énervement"

La catalanité au cœur des tensions

L'opposition accuse régulièrement la majorité d'extrême droite de mettre en œuvre "une stratégie de décatalanisation de la Ville de Perpignan". Elle a critiqué notamment la décision de supprimer la délégation municipale liée à la catalanité, le refus de Louis Aliot de créer un lycée en langue catalane, le changement de nom de "Perpignan, la Catalane" à "Perpignan, la Rayonnante" ou encore la fin des mariages célébrés en catalan.

Face à ces critiques, le maire RN avait assuré plus tôt dans l'année qu'il n'a "rien contre la langue et contre tout cela, pour peu qu'on ne mélange pas indépendantisme et identité catalane", rapporte *L'Indépendant*.

Sur le même sujet

Sur demande de Marine Le Pen, Louis Aliot représentera le RN lors de la cérémonie d'hommage à Charlie Kirk aux États-Unis

CARTE. Municipales 2026 : Éric Ciotti à Nice, Louis Aliot à Perpignan... quelles villes ont été remportées par le RN lors de ces élections ?

"Un précieux témoignage du patrimoine culturel pyrénéen" : Andorrans, Catalans et Français se retrouvent dans les Pyrénées pour célébrer les rencontres transfrontalières

www.ladepeche.fr © 2026
Logo La Dépêche du Midi